

Burundi : Un journaliste français raconte sa détention à "la Documentation"

Le Monde, 29.02.2016 Dans les géôles de Bujumbura Par Jean-Philippe Romy (Bujumbura, envoyé spécial) On est ici en plein cœur de Bujumbura, la capitale du Burundi. La cathédrale Regina Mundi est à deux pas. Le silence qui règne dans le service national de renseignement (SNR) n'est en est que plus étrange. Tous les bruits sont étouffés par les nombreux murs. Le monde extérieur semble tenu à distance. Le SNR, qu'on appelle aussi de son ancien nom, « la Documentation », est une planète en soi, avec ses règles. Et ses secrets. [Photo : Yves (un homme souhaitant rester anonyme) soulevait son T-shirt, montrant les marques sombres sur son torse.]

À l'intérieur, nous voici devant une maisonnette, avec son petit jardin et sa terrasse. Ce n'est qu'une des alvéoles d'un vaste complexe au sein duquel chaque bâtiment est fermé aux regards. Partout, des ouvriers s'activent : on coule du béton pour étendre les cellules, on rehausse les murs, grâce à un financement européen dont le but initial était de rendre le séjour des prisonniers moins difficile, nous avait assuré une source diplomatique. L'Union européenne est en train de suspendre son aide directe au budget du gouvernement burundais. On a rassemblé sept détenus dans la cour. Ils attendent la suite des événements, assis à même le sol. Six garçons et une fille portent les marques de la détention ou celles de leur arrestation : visages tuméfiés, habits déchirés. La plupart n'ont pas de chaussures. Seul un garçon porte des baskets usées, couleur de terre ou de crasse, qui pendent sur ses pieds. Ici, comme en prison, on enlève les lacets. Toute forme de communication est interdite. Pas un mot, pas un regard ne sont échangés. Plus de portable, pas d'avocat. Aucun objet personnel, à part ses vêtements, sans ceinture. Les détenus semblent même s'interdire de bouger, comme si cela risquait d'attirer l'attention. Plus la nuit avance, moins il semble souhaitable d'intresser les gardiens, dont certains ont la voix pâteuse, l'agressivité à fleur de peau. Tout peut arriver. C'est un fait connu dans Bujumbura : chaque famille dont un membre, raflé, disparaît dans un des cachots de la Documentation (il y a d'autres cellules secrètes dans la ville), donnerait tout pour voir ce proche transféré à Mpimba, la prison centrale. Là-bas, il est possible d'avoir de la visite, d'être nourri par sa famille, d'être défendu et de communiquer. Dans le secret du SNR, en revanche, tout peut arriver. L'interrogatoire, le coup sûr ; la torture, éventuellement ; parfois la libération ou la disparition. Un garçon geint, ses menottes lui scient les poignets. Premier traitement de faveur : on m'a donné une chaise en plastique. J'attends et je me tais, moi aussi. Je ne sais pas ce que je fais là. C'est le jeudi 28 janvier. La nuit va tomber. En fin d'après-midi, j'ai été arrêté dans le quartier de Nyakabiga, et transféré ici, par une des unités sans qui sillonnent la ville en pick-up. On ne m'a pas battu, on ne m'a pas expliqué non plus pourquoi on m'emmenait à la Documentation n'est pas très loin de Nyakabiga. Une dizaine de minutes en voiture serrée du pick-up, un raccourci à travers l'enceinte de la présidence de la République. Je venais arriver à Nyakabiga pour y retrouver le photographe Philip Moore, et l'emmener à un rendez-vous avec un conseiller de la présidence, Willy Nyamitwe. Sur l'avenue de l'Université, l'axe principal du quartier, il y avait des hommes en uniforme et des responsables de l'administration locale, en civil. J'ai expliqué que j'étais à la recherche de mon collègue. « Vous ne l'avez pas par hasard ? », ai-je demandé. En réponse, on m'a demandé mes papiers. J'étais déjà arrêté, je l'aurais dit, qu'il ressemble à Nyakabiga ? Comme à Musaga, Cibitoke, Mutakura et d'autres quartiers, il y a dix mois, avaient démarré les premières manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, tout y est en apparence presque normal. Il faut arrêter pour distinguer les anomalies. Remarquer la population clairsemée. Les cadenas sur une partie des boutiques, les maisons vides. La présence policière. Les bouclages pour des opérations de ratissage. Les arrestations. Une petite insurrection a commencé dans ces quartiers, lorsque les manifestations ont été étouffées. La nuit, des positions de la police sont attaquées. Des assassinats ont lieu en plein jour. Il arrive aussi, d'ordinaire, que des obus de mortier soient tirés vers le centre-ville, visant sans les atteindre les bureaux de la présidence. C'est l'argument du pouvoir pour justifier les fouilles, les ratissages et les arrestations. Mouchards et suspects peuvent être embarqués, en vrac, les ex-meneurs des manifestations, de potentiels membres de cellules armées, mais aussi toute personne ayant le malheur d'attirer la suspicion à un barrage, et pour cela il suffit parfois de montrer une pièce d'identité, comme lieu de naissance ou de résidence, l'un de ces quartiers. Comme j'avais plus que deux sortes d'habitants dans cette partie de la capitale : des mouchards et des suspects. Pas plus que Philip, qui avait arrêté plus tôt, je n'avais échappé à ce tri sommaire. Selon un communiqué de la police dit tard, il y avait eu à Nyakabiga une opération des forces de l'ordre contre des « criminels armés ». Un mortier aurait été saisi (une photo a été diffusée), avec une kalachnikov et des armes de poing. Ni Philip ni moi n'actions lors de ces arrestations. A vrai dire, j'ignorais même ces événements en arrivant dans le quartier. J'apprendrai plus tard qu'il avait accusés de faire partie de ce groupe d'insurgés. « C'est la première fois que des étrangers sont surpris avec des criminels », dira la télévision nationale, le soir même, le porte-parole de la police. Surpris, nous actions incontestablement, mais pas de la façon nonçante dans le communiqué. Les disparitions sont devenues un élément quotidien. Il est difficile d'en tenir une comptabilité exacte, même si certains cas sont recensés par des organisations de défense des droits de l'homme, avec des membres dans la clandestinité, ou rassemblant des informations à distance. Pour comprendre le risque encouru, il faut rappeler le cas de Marie-Claudette Kwizera, transférée de la Ligue Iteka (« dignité »), dont la réputation dépasse les frontières du Burundi. Enlevée en pleine rue, le 10 décembre 2015, Marie-Claudette, à ce jour, n'est pas apparue. Malgré le paiement d'une rançon à des fonctionnaires de la Documentation, elle n'est pas retrouvée. Une visite des cachots de la Documentation a même eu lieu avec la famille, mais elle n'a pas trouvé. La plupart des journalistes des médias privés et des responsables de la protection des droits de l'homme ont été contraints de fuir le pays. Beaucoup ont fait l'objet de menaces, directes, convaincantes. Pierre Mbonimpa, fondateur de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodh), qui voulait rester à tout prix, a survécu par miracle à une balle dans la tête lors d'une tentative d'assassinat, puis à une seconde tentative des tueurs de la documentation venus l'achever à l'hôpital. Il vit à présent en exil avec les stigmates

sa blessure, et le poids de la mort de son fils, puis de son beau-fils, exécutés à Bujumbura. « Il faut qu'il parte tout de suite » J'ai eu de la chance : on m'a traité sans violence, comme Philip, juste soumis à quelques bourrades qui ne signifient rien dans un tel milieu. Le lendemain, nous étions relâchés. Le souvenir des cachots, de ceux qui y étaient au secret, parfois depuis des mois (nous en avons eu la preuve lors d'une visite du Comité international de la Croix-Rouge) nous laissait un souvenir glaçant. Deux jours plus tard, j'intervistais un homme qui venait d'être libéré des cachots du SNR. Appelons-le Yves. Il fallait faire vite : le rendez-vous avait été fixé dans une maison amie, de peur qu'on l'enlève, s'il était libéré, pour l'assassiner. Les notes de cet entretien sont consignées dans un des cahiers de mon arrestation, et qui ne m'ont pas été rendus lors de ma libération. Mais son souvenir brule encore dans ma mémoire. Yves était un miraculé. La trentaine, il avait eu un instant pour embrasser ses parents avant de partir en exil, vers un autre pays. « On ne veut pas prendre le risque qu'il passe une seule nuit à Bujumbura, il faut qu'il parte tout de suite », me chuchotait un membre de sa famille, qui s'était coté pour payer le voyage, un véritable sacrifice. Yves soulevait son T-shirt, montrant les marques sombres sur son torse. Il décrivait les séances de torture, les passages à tabac, les coups de barre ou de câbles électriques, les brûlures au fer à repasser. Il avait fallu que sa famille paye plusieurs centaines d'euros de pots-de-vin pour le faire transférer à Mpimba, la prison, puis obtenir qu'il soit remis en liberté. Il n'y avait rien dans son dossier. Sans cette intervention, il aurait pu pourrir longtemps au secret, ou disparaître. Il fixait le sol et parlait d'une voix sourde, comme s'il se trouvait encore à la Documentation. Il avait été le 10 décembre 2015 dans la rue, à Nyakabiga. On l'a battu pour le faire « avouer » une participation à la rébellion à laquelle il n'avait pas de liens. Le lendemain de son incarcération, à l'aube, des rebelles attaquaient plusieurs camps militaires de Bujumbura, s'y saisissaient de matériel et se repliaient dans la confusion. Un niveau de violence inédit allait s'abattre sur Bujumbura. Assassinats sur place, arrestations à la chaîne. De nombreux centres de détention ont été remplis de détenus, dont la Documentation. Yves fut alors le témoin de l'enfer qui allait déchainer. Cinq communes On amenait des hommes par fournées, les cachots, à peine dix mètres carrés de béton nu, étaient remplis de prisonniers. On y torturait sur place, « y compris les blessés par balles », avait relevé Yves. Plus tard, enfermé pour une nuit dans un de ces cachots, j'allais découvrir les éclaboussures de sang sur les murs. Il y avait des prises électriques toutes neuves, a priori saugrenues alors que les détenus ne peuvent rien posséder, et qui devaient être si pratiques pour brancher les fers à repasser. Yves disait aussi avoir assisté à des exécutions. Selon de bonnes sources en ville, il y a eu environ deux cents morts au cours de ces journées baptisées « 12/12 » (pour 12 décembre). Cinq fosses communes ont été identifiées par Amnesty International et leur localisation rendue publique dans un rapport (selon d'autres sources, il y en aurait jusqu'à douze). Rien à Nyakabiga, l'organisation a recensé 21 morts. L'ONU a demandé au Burundi de laisser ses enquêteurs venir travailler sur la question. On ne leur a pas accordé de visa. Depuis, les jeunes qui ont participé aux manifestations ont migré vers d'autres quartiers. Plus calmes, plus bourgeois, moins suspects. Ils y vivent dans une forme de clandestinité. Voici un d'entre eux, rencontré avec beaucoup de précautions. On l'avait arrêté à un barrage, quelques semaines plus tard. Les policiers lui ont demandé de poser son argent, ses téléphones par terre, pour se partager le butin. Il en a profité pour fuir dans la nuit. Depuis, il ne se place que dans un premier tiers restreint, et se passe de téléphone. Il voulait devenir informaticien. Il n'attend plus que le jour où on l'arrêtera.